

SOMMAIRE



- 1- ☐ Edito,
- 2- ☐ Migrations
☐ Petit Lexique
- 3- ☐ Main d'œuvre étrangère et dumping social
☐ Israël : carton rouge à la colonisation
- 4- ☐ St-Nazaire Réfugié-e-s : de l'émotion à l'action citoyenne
☐ Mineurs isolés étrangers
- 5- ☐ Pour les ponts, contre les murs manifestation réussie à St-Nazaire
☐ Les migrants de Nantes à NDL
- 6- ☐ Bidonvilles : le bannissement d'une population
☐ Les gens du voyage font leur colloque
- 7- ☐ Brèves
- 8- ☐ Nadine Morano : une adepte de la classification des races
☐ Fête de la solidarité à Nantes
☐ Bulletin d'adhésion, Contacts



"Les réfugiés représentent des ressources humaines, des expériences et des compétences. Les réfugiés sont nos futurs conjoints, meilleurs amis, notre prochaine âme sœur, le batteur dans le groupe de musique de nos enfants, notre nouveau collègue, Miss Islande 2022, le charpentier qui va finalement réparer la salle de bain, le chef cuisinier de la cafétéria, le pompier, le hacker et le présentateur de télévision. Des gens à qui on ne pourra jamais dire : « Ta vie a moins de valeur que la mienne » (Bryndís Björgvinsdóttir, écrivaine islandaise. – Facebook et le Monde 3 septembre 2015).

L'année 2015 restera marquée par les drames qui ont jalonné les routes des migrants, ceux qui ont fui la guerre en Syrie, en Irak, en Erythrée..., ceux qui essaient d'échapper au chaos libyen, tous ceux qui espèrent que leur vie n'est pas vouée à la misère, au désespoir et à une mort prématurée.

Avec eux, nous avons souhaité que les pays d'Europe oublient leurs égoïsmes nationaux pour les accueillir dignement.

Nous sommes persuadés que c'est possible, qu'il y a de la place pour eux. Nous saluons l'Allemagne qui a su ouvrir ses portes largement, avec humanisme, même si le patronat allemand encourage cet accueil par intérêt économique.

Hélas, les frontières entrouvertes se sont bien vite refermées ! Les arguments xénophobes ont vite fleuri, tant aux niveaux gouvernementaux que dans les médias.

Nous ne pouvons pas davantage accepter la distinction entre « réfugiés » et « migrants économiques ». Les premiers mériteraient à la rigueur d'être protégés ; les seconds doivent être impitoyablement refoulés vers leurs pays d'origine. Les gouvernants auraient-ils la mémoire si courte, qu'ils aient déjà oublié les guerres qui ont ravagé et ravagent encore l'Afrique subsaharienne avec leurs cortèges de misère, de violences ? Ignorent-ils que la corruption et l'absence de démocratie rendent la vie infernale dans beaucoup de pays de l'Europe de l'Est, du Caucase à la Tchétchénie ?

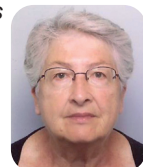
Nous accueillons dans nos permanences des personnes qui sont en France depuis des mois, sinon des années. Elles espèrent dans une angoisse permanente accéder au statut de réfugié ou obtenir le titre de séjour qui leur permettra enfin d'envisager de vivre en paix, d'accéder aux droits auxquels peuvent prétendre tous les êtres humains.

Le MRAP exige que le gouvernement français mette en place des solutions durables pour :

- respecter le droit d'asile et accueillir les réfugiés, qui aujourd'hui, errent de frontière en frontière, entre barbelés et champs de mines ;
- régulariser tous les sans-papiers présents en France, en leur donnant le titre de séjour qui leur permettra de vivre et de travailler. Le MRAP demande le rétablissement de la carte de résident de 10 ans.

C'est possible, c'est nécessaire, pour que notre pays puisse continuer à se déclarer respectueux des droits humains.

Françoise Thoumas



L'afflux massif en 2015 de migrants aux portes de l'Europe a fait exploser les cadres jusqu'ici utilisés pour "les contenir".

Des tragédies

Selon l'OIM, 2748 migrants se sont déjà noyés en Méditerranée en 2015 ; 30 816 sont morts aux portes de l'Europe depuis l'année 2000 selon "The Migrants files". Frontex estime qu'entre 500 000 et 1 million de migrants arriveront en Europe en 2015. Selon l'OIM ils pourraient "facilement être absorbés par l'Union Européenne (UE), une vaste région de plus de 500 millions d'habitants". Pour la France cela représenterait entre 65 000 et 130 000 personnes. Par comparaison, aujourd'hui, la Turquie accueille 1,8 million de Syriens, le Liban 1,1 million (1 pour 4 habitants)...

Beaucoup de tapage

Derrière la fumée des déclarations présidentielles : "C'est le devoir de la France, où le droit d'asile fait partie intégrante de son âme, de sa chair", on chipote sur des quotas ! 24 000 réfugiés supplémentaires en 2 ans ! C'est moins de 2 pour 10 000 habitants par an, c'est sans commune mesure avec les besoins et les capacités de la France.

Derrière le tapage de ces grands mots, les Centres de Rétention Administrative continuent d'enfermer, les Obligations de Quitter le Territoire Français de tomber, les expulsions de se poursuivre, les Roms d'être mis au ban de la société et leurs campements détruits, les Mineurs Isolés Étrangers de se retrouver à la rue, les Jeunes Majeurs Étrangers d'être sous la menace d'expulsion, des centaines de migrants de se noyer en voulant gagner Mayotte.

Une forteresse

En réalité, depuis plus d'une décennie, l'Europe se construit comme une forteresse en dressant règlements, murs et clôtures à ses frontières, en restreignant les délivrances de visas, en imposant aux pays du Sud de la Méditerranée la signature d'accords pour "contrôler" les migrations vers l'Europe.

Deux traités européens sont particulièrement importants. Les règlements "Dublin" rendent le pays de première arrivée responsable du traitement des demandes d'asile.



Les accords de Schengen organisent la libre circulation au sein de "l'espace Schengen" ET le contrôle à ses frontières. Frontex a été créée en 2004, bras armé chargé non pas de sauver des vies humaines mais d'intercepter, de contrôler, de refouler les migrants.

Et que dire des "hots-pots" derniers avatars de cette politique qui ne vise qu'à enfermer, trier entre les "bons réfugiés politiques" et les "mauvais réfugiés économiques", ces derniers "ayant vocation" à être renvoyés dans leur pays.



En dépit de la réalité Federica Mogherini, chef de la diplomatie européenne, a voulu rassurer le Conseil de sécurité de l'ONU : "aucun réfugié ou migrant intercepté en mer ne sera renvoyé contre son gré. Notre première priorité est de sauver des vies et d'éviter de nouvelles pertes en mer". Mais la ministre de l'Intérieur britannique Thérèse May l'a affirmé sans ambages : « Les migrants qui tentent de gagner l'UE en traversant la Méditerranée devraient être renvoyés ».

Une hypocrisie... planétaire

Les pays du Nord avec à leur tête les États-Unis et l'UE n'hésitent pas à aller jusqu'à la guerre si nécessaire lorsqu'il s'agit de garantir leurs accès aux richesses et aux matières premières agricoles et minières ! Ainsi, les accords de

partenariat économique (APE) sont des désastres pour les populations locales du Sud maintenues dans la pauvreté. Ainsi les gouvernements français successifs poursuivent leurs ingérences politique et économique, soutenant contre les peuples, dictateurs et guerres.

Des régions entières en sont déstabilisées et deviennent de grandes "pourvoyeuses" de migrants comme au

Moyen-Orient et dans la Corne de l'Afrique. Mais aussi en Libye où l'État a été détruit. Ce pays est devenu le point de départ ou de passage de milliers de migrants africains. Les gouvernements européens ne peuvent plus regarder ailleurs et renvoyer à d'autres leurs écrasantes responsabilités.



Augustin GROSDOY

Petit lexique :

Réfugié

Personne qui, selon l'article 1 de la Convention de Genève de 1951 «craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité [...]». Ils étaient 17 millions fin 2013.

Réfugié économique

Personne qui quitte son pays pour des raisons d'ordre économique. Il serait plus juste de parler de «migrant économique» (le HCR parle même seulement de "migrant"). Les politiques opposent volontiers «vrais réfugiés» et «réfugiés économiques», les seconds sont considérés comme «faux», donc à «reconduire à la frontière».

Demandeur d'asile

Personne fuyant son pays en raison de persécutions ou de dangers graves en attente de l'octroi du statut de réfugié. Ils étaient plus de 1,2 millions mi-2014.

Déplacé (interne)

Contrairement aux réfugiés, les déplacés n'ont pas franchi la frontière de leur pays, même s'ils ont fui pour des raisons similaires. Ils étaient 38 millions en 2014.

Déraciné

Les déracinés comprennent les réfugiés ("économiques" ou non) et les déplacés. Ils étaient près de 60 millions mi-2015.

Migrant

Le terme a un sens très large. Être migrant c'est se déplacer d'un lieu à un autre, d'un pays dans un autre ou d'une région dans une autre à l'intérieur d'un même pays, temporairement ou définitivement. Ce n'est pas un concept juridique.



Christine GAUTIER

« Chaque État ruse avec ses propres réglementations, avec la complicité de ses administrations et des chefs d'entreprises, de manière à s'attirer de la main d'œuvre bien formée pour tel ou tel marché du travail, ou au contraire à en exporter pour rapatrier des devises » .

C'est un des constats effectués par Bruno Lefebvre, anthropologue et sociologue à l'Université de Nantes. Le 11 septembre, il était à Saint-Nazaire pour animer un débat autour de son livre « Ethnographie des Travailleurs en déplacement – Voyage en Europe sociale » (éditions L'Harmattan). Le MRAP soutenait cette initiative du *comité de soutien à Léonidas**.



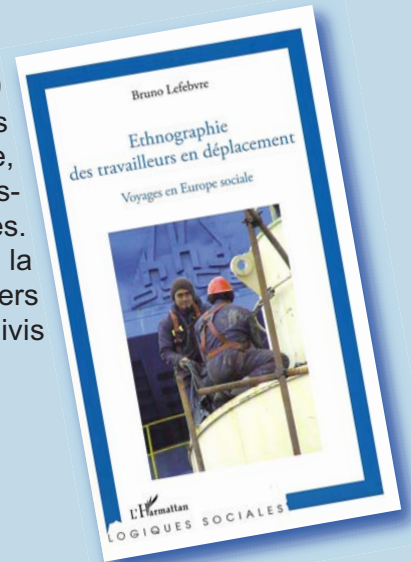
Bruno Lefebvre

Léonidas ?

En 2008, Léonidas, Boris et Nikos travaillaient sur les chantiers navals de Saint-Nazaire pour le compte d'une entreprise sous-traitante. Ils firent 19 jours de grève de la faim pour être payés. Nikos est mort 15 jours après la fin de cette grève. Depuis, Léonidas se bat pour que le donneur d'ordre, STX, successeur d'Aker Yard, soit condamné pour avoir organisé un système où le droit du travail et les droits humains sont délibérément bafoués. De son côté, Bruno Lefebvre depuis la fin des années 90 a été à la rencontre des travailleurs européens affectés en France dans les chantiers navals, les industries agro-alimentaires et l'agriculture. Puis il les a suivis jusqu'à leur pays d'origine via les réseaux de sous-traitance. Un voyage vertigineux ...

Christine Gautier

* Pour prendre contact : soutienleonidas@orange.fr



Israël : Carton rouge à la colonisation



Le 16 septembre à La Baule, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées devant le stade où se déroulait le match de basket opposant le Maccabi de Tel-Aviv à l'équipe de Cholet. Elles répondaient à l'appel de la plateforme 44 des ONG pour la Palestine, dont le MRAP est partie prenante.

Elles voulaient signifier que le sport n'est pas que spectacle, qu'il est porteur de messages : pour Israël, il s'agit de revaloriser son image et de faire oublier sa politique

d'occupation et d'agression du peuple palestinien.

La Plateforme 44 des ONG pour la Palestine ainsi que de nombreuses organisations à travers le monde, demandent que des sanctions soient appliquées à Israël, dans le cadre de l'initiative non-violente BDS (*Boycott, Désinvestissement, Sanctions*), jusqu'à ce qu'Israël respecte le droit international.



Photo extraite de la vidéo "Eurobasket 2015" du site : <http://www.bdsfrance.org/>

Cette campagne répond à la demande de la société civile et politique palestinienne et d'un certain nombre de citoyens israéliens.

Christine Gautier



Nathalie Bruneau

Hervé avait lancé un appel à réunion samedi 12 septembre au matin pour une initiative citoyenne afin d'accueillir des réfugié-e-s à Saint-Nazaire. Il a été entendu : nous étions plus de 80 dont plusieurs faisant référence à leur vécu comme membre de famille de réfugiés d'Espagne, d'Italie fuyant le nazisme, ou de 39-45 lorsque la plus grande partie de notre ville a été détruite. Après avoir expliqué que son initiative était personnelle, indépendamment des pouvoirs locaux, il a présenté ses buts et ses doutes quant à leurs réalisations : "On ne peut pas dire qu'on ne pourra pas le faire, puisque de toute façon il faudra le faire". Alors comment ? Philippe présente la démarche de Welcome réseau catholique autour de Nantes pour l'accueil dans les familles. Nathalie explique la difficulté de suivre les demandeurs d'asile (par le CSPSP et l'UCIJ) et les conditions actuelles d'accueil des réfugié-e-s. Beaucoup de personnes ignorent ce qui se passe quand les réfugié-e-s arrivent en France et le fait que ce soit un parcours du combattant pour rester dans notre pays. Patrice, directeur de l'école Jean Jaurès, présente la lettre de son équipe au maire et à l'inspecteur d'académie, montrant l'engagement

de son équipe éducative pour l'accueil. Il est à noter que la municipalité a mis en place un numéro pour recenser toutes les actions qui pourraient être menées: 02 40 17 19 99. Parmi les présent-e-s, Le théâtre Icare, les Eaux Vives qui gèrent les logements CADA, jeudi noir et le Circ (proche des SDF et des squats), ... tous cherchent comment s'y mettre. L'idée d'un site est lancée pour échanger sur les actions possibles:

<http://accueilrefugies44600.forumactif.org>

Philippe a fait un rêve : qu'on soit 300 aux prochains cercles de silence. On appelle à la manifestation initiée par l' UCIJ du 3 octobre. On attend les actions municipales mais les citoyen-ne-s sont prêt-e-s aussi à s'engager. Cette initiative citoyenne se retrouve le 24 octobre à nouveau à Agora, la maison des associations.

Nathalie Bruneau



Mineurs isolés étrangers.

À la demande du Collectif « Enfants étrangers, citoyens solidaires », Monsieur le Maire de Saint-Herblain accueillera le 17 octobre dans sa Mairie, les mineurs isolés et jeunes majeurs, pour célébrer des parrainages républicains. Une dizaine de jeunes sont concernés. Cette bonne nouvelle ne peut faire oublier la situation inquiétante de beaucoup de ces très jeunes étrangers. Ils ont fui leur pays, souvent au péril de leur vie, pour échapper à la guerre et à la misère.

À leur arrivée en France, ils devraient être pris en charge par les services d'Aide à l'Enfance des Conseils Départementaux.

Mais très souvent, ils se retrouvent à la rue, sans suivi social, sans scolarisation. Les associations les soutiennent et exigent que la loi qui impose la protection des mineurs leur soit appliquée.

Françoise Thoumas





démonté les clichés d'une Europe envahie, le double jeu du gouvernement qui continue à enfermer et expulser et mis en avant le fait que les migrations soient une richesse. Suite à celle-ci, un mur symbolique de cartons s'est transformé en pont.

Le cortège s'est ensuite dirigé vers la sous-préfecture en scandant des slogans pour une véritable solidarité internationale. À mi-parcours, une seconde prise de parole au nom du CSPSP (collectif de soutien aux personnes sans papiers) a expliqué la réalité des migrant-e-s déjà présent-e-s à St-Nazaire, leurs difficultés pour pouvoir s'installer librement dans notre ville et y vivre décemment. Enfin, à la sous-préfecture une dernière prise de parole concernait la lettre que l'UCIJ a envoyée au président de la République pour lui signifier nos revendications. La veille, une délégation avait été reçue par le cabinet du sous-préfet auquel cette lettre avait été remise.

Nathalie Bruneau

voir : <http://mrsp-saintnazaire.org/spip.php?article262>

Les migrants de Nantes à NDL

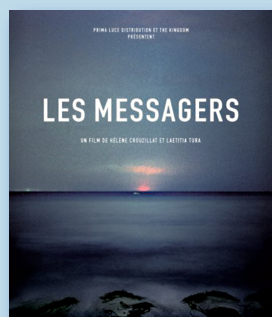


Gérard Gueniffey

Le dimanche 12 juillet, lors du rassemblement de Notre Dame des Landes, les migrants de Nantes sont venus se joindre aux paysans, zadistes, écologistes et autres défenseurs des droits humains contre les pouvoirs destructeurs de la planète.

Après la projection du film **Les Messagers** d'Hélène Crouzillat et un débat sur les conditions de leur lutte, ils firent un défilé sur le site avec de nombreux soutiens. Une grande solidarité dans les luttes, à renouveler.

Gérard Gueniffey

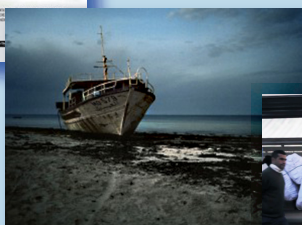


Les Messagers

Les Messagers est un long métrage documentaire.

Synopsis : Du Sahara à Melilla, des témoins racontent la façon dont ils ont frôlé la mort, qui a emporté leurs compagnons de route, migrants littéralement et symboliquement engloutis dans la frontière. " Ils sont où tous les gens partis et jamais arrivés ?".

Les Messagers se poste sur la frêle limite qui sépare les migrants vivants des migrants morts. Cette focalisation sur les morts sans sépulture interroge la part fantôme de l'Europe.





François LEVENT

Le 23 septembre 2015, à Nantes comme à Paris et dans d'autres villes de France, le Collectif Romeurope organisait une conférence de presse pour présenter deux rapports (celui de l'observatoire national très documenté intitulé "Les droits et les faits", et le rapport politique) sur la situation des habitants des squats et bidonvilles désignés comme Roms : <http://www.romeurope.org/>

Ce n'est pas anodin si le terme choisi pour caractériser cette situation est celui de **bannissement** qui signifie "mise au ban de la société". Les politiques publiques développées à l'égard de cette population depuis la résurgence des bidonvilles il y a 25 ans, ont entraîné stigmatisation et actes racistes violents, harcèlement policier, entraves à la scolarisation, non-protection des enfants, obstacles pour accéder aux droits économiques et sociaux, à une protection maladie, éloignements forcés du territoire français, forte vulnérabilité.

Plus de 13 000 personnes ont été expulsées en 2014 et au moins 8 000 depuis le début de cette année.

Or l'errance les enfonce encore plus dans l'exclusion et la précarité. Contraires aux droits humains fondamentaux, dénoncées par l'ONU, ces expulsions sont en outre inutilement coûteuses (entre 30 et 40 millions d'euros auraient ainsi été dépensés en 2014). Et les enfants, génération sacrifiée, en sont les premières victimes.



L'agglomération nantaise ne fait pas exception avec, pour ne citer que la plus importante, l'expulsion fin avril de 400 personnes de St Herblain dont 40% d'enfants. Une grande partie des familles est allée à la Haluchère (Nantes Est) avant d'être à nouveau chassée début juillet et rejoindre un site de Carquefou où elles attendent, dans des conditions sanitaires difficiles, une nouvelle évacuation !



Campement de la Souillarderie menacé d'expulsion

Romeurope – dont le MRAP est membre actif- exige une stabilisation des personnes et une sécurisation des lieux de vie, première étape vers l'inclusion sociale. Mais pour résorber ces bidonvilles, la solution, avant tout politique, passe par l'implication de tous les acteurs : État, collectivités territoriales, associations, sans oublier les personnes concernées dont on doit tenir compte du parcours et des projets de vie.

Lors de la conférence de presse de Nantes, une famille a évoqué avec émotion une expulsion récente : l'arrivée des policiers au petit matin qui bousculent les caravanes sans ménagement et en détruisent une partie, l'impossibilité d'aller au travail, à l'école ou à l'hôpital, la longue attente sous la pluie, les repas jetés, des poules disparues, l'incertitude sur l'avenir et pour couronner le tout, la distribution d'OQTF (obligations de quitter le territoire français) qu'on n'avait pas vues depuis 3 ans.

Ne serait-il pas temps de considérer les habitants des bidonvilles non comme des déchets mais comme des êtres humains ?

François Levent

Les Gens du Voyage font leur colloque

Pour la troisième année consécutive, des associations de Gens du Voyage ont organisé un colloque à Rennes. Environ 150 personnes ont participé à cette rencontre dont le thème portait sur les politiques d'habitat : des élus, des universitaires sociologues et géographes, des avocats, des militants associatifs (dont le MRAP) et bien sûr des Voyageurs.

Dominique Raimbourg, député de Loire-Atlantique, a présenté la proposition de loi dont il est rapporteur, qui vise à abroger la loi discriminatoire du 3 janvier 1969 et dont le vote est annoncé pour... la fin de l'année 2016 ! Les débats, souvent très animés, notamment autour de l'application de la loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), ont montré la nécessité et l'intérêt d'offres diversifiées en matière d'habitat et de terrains d'accueil, respectueuses des choix de vie des familles.

Quant au racisme et aux discriminations vis-à-vis de ces populations, de nombreux exemples ont montré qu'ils persistaient, s'accompagnant parfois de violences physiques.

Sur le même site, en plein centre de Rennes, des artistes et artisans présentaient dans un "Festival du vivre ensemble" différents métiers traditionnels : arts du cirque, théâtre, musique, vannerie, sculpture, manège et autres spectacles forains.

Les actes de ce colloque devraient paraître prochainement.

François Levent



SNCF : victoire des Chibanis

Après de longues années de luttes, les Chibanis recrutés au Maroc dans les années 70 ont obtenu la condamnation de la SNCF pour discrimination. Le Conseil des prud'hommes de Paris a jugé qu'ils avaient été discriminés dans leurs droits à l'égalité de salaires, de traitement au travail et à la retraite.



Sombre Grand Soir !



Mercredi 16 septembre, à la télévision, le Grand Soir 3 présente un débat sur le thème «Les Migrants».

Invités : Pierre Henry, directeur de France Terre d'Asile et

Robert Ménard, maire de Béziers, soutenu par le Front National. Sans doute, fallait-il opposer un contradicteur à M. Henry. Mais comment imaginer qu'une chaîne du Service Public de l'Audiovisuel ne trouve, parmi les milliers d'élus que compte la France, que M. Ménard, champion poids lourds de la xénophobie et du racisme !!!

L'affaire Maurice Audin

Le 22 septembre le tribunal de Marseille s'est enfin penché sur l'affaire Maurice Audin, ce militant du Parti Communiste Algérien assassiné par l'armée française en 1957. Il l'a fait à l'occasion de la plainte en diffamation que le général Maurice Schmitt a déposée contre Henri Pouillot, notre ami et membre du MRAP, président du réseau "Sortir du Colonialisme".



Maurice AUDIN

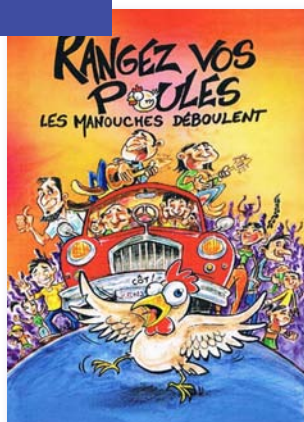
Plate-forme pour la défense des droits



Le Défenseur des Droits a lancé le 15 septembre une plateforme internet pour informer les citoyens de leurs droits, leur expliquer comment signaler des actes ou paroles racistes et leur donner des ressources pour agir :

egalitecontreracisme.fr. Cette plateforme se veut "un centre de ressources et une entrée dans tous les dispositifs" d'alerte.

Annonce...



Si c'est S&P qui le dit...

L'arrivée de migrants en Europe n'aura pas d'impact significatif sur l'économie et le budget, a souligné l'agence de notation Standard and Poor's (S&P), pour qui "le coût de l'accueil des migrants sera « modeste » et « temporaire » avec au final « un impact légèrement positif sur la croissance » des pays d'accueil, pouvant s'amplifier au cours du temps.



Le MRAP condamne fermement les propos nauséeux que Nadine Morano a tenus sur le plateau de l'émission "On n'est pas couché" le 26 septembre dernier et qu'elle a déclaré maintenir ce jour au micro d'Europe 1.

Lors de cette émission Nadine Morano a évoqué la France comme « un pays de race blanche ».

Au moment même où le terme "race" est retiré de la loi, Nadine Morano assure la promotion de ce concept qui est au fondement même de toutes les pratiques racistes. Par un tel discours, elle réintroduit et conforte la racialisation des rapports sociaux et humains avec, pour conséquence, une hiérarchisation des prétendues races entraînant toutes les dérives que nous ne connaissons que trop bien.

Le MRAP condamne cette idéologie raciale et raciste qui a conduit aux pires atrocités.

Paris, le 1er octobre 2015

Fête de la solidarité à Nantes, organisée par la LDH en partenariat avec de nombreuses associations

L'événement se déroulera de 16 h à minuit le **24 octobre 2015, sous les Nefs, sur l'île de Nantes** (lieu ouvert à tous, facilement accessible, central, déjà adopté par la population de Nantes et de sa région) et sera **gratuit**.

Pour que la fête soit réussie, il faut que nous nous mobilisions rapidement, alors, n'hésitez pas à nous contacter pour participer à sa préparation et sa réalisation.

La solidarité, ça donne envie de faire la fête !

Les associations partenaires :

ADGVC 44, Afrique Loire, APF, CEMEA, Cercle Condorcet, CSF, FAL44, FNASAT Gens du Voyage, Genepi, LA CIMADE, Les Francas, LDH, LICRA, Médecins du Monde, Mémoire de l'Outre Mer, MRAP, REPI, SNC, Sol'Rom, Tissé-Métisse...

liste en cours d'établissement...



Ont donné une subvention :

- Ville de Nantes, Ville de La Montagne, Département de Loire Atlantique, Région des Pays de la Loire, MACIF Centre-Ouest Atlantique

Des artistes venus d'horizons divers permettront d'attirer des publics variés :

- Musique bretonne avec le quintet Hamon-Martin
- Jazz avec La Belle Vie
- Chanson française avec Karimouche
- Electrorock avec Leila Bounous
- Hip Hop avec Collectif 1.5
- Chansons en chœur avec Les voix de garage et Babel Canto
- Fanfare avec Le grand machin chose
- Spectacle mouvant avec Feu non bulle

Pour adhérer au MRAP, vous pouvez vous adresser :

- * à un adhérent du MRAP, de votre connaissance,
- * à l'un des comités locaux ci-contre,
- * ou retourner le bulletin au siège national du MRAP

Vos contacts au MRAP

NANTES

Permanences tous les mercredis de 14h30 à 16h

Maison des associations, 11 Rue de Prinquiau, 44100 Nantes

et tous les lundis de 17h30 à 20h30

à la Manufacture des Tabacs, 10 bis Boulevard Stalingrad, 44000 Nantes.

Tél./Fax/Répondeur : 02 40 58 08 09

courriel : mrappnantes@hotmail.fr

St-NAZAIRE

Point de rencontre tous les 2^e lundis du mois à 20h30

Maison des associations (Agora), 2 bis rue A. de Mun, 44600 St-Nazaire

Tél./Fax/Répondeur : 02 40 53 32 35

courriel : mrapp-saint-nazaire@orange.fr

web : <http://mrapp-saintnazaire.org>

Site national : <http://www.mrap.asso.fr>

mrapp mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples
43 boulevard de Magenta - 75010 Paris - Tél : 01 53 38 99 99 - Fax : 01 40 40 90 98 - www.mrap.fr

Bulletin d'adhésion 2015

NOM :
PRÉNOM :
ADRESSE :
DATE DE NAISSANCE : PROFESSION :
① domicile ② portable ③ courriel

J'adhère au MRAP

Déterminez le montant de votre cotisation annuelle en fonction de vos ressources.

☐ euros ☐ 60 euros
☐ 128 euros ☐ 40 euros
☐ 108 euros ☐ 20 euros
☐ 80 euros

Adhésion de bienvenue

J'adhère pour la première fois
☐ 10 euros

DÉDUCTION FISCALE

Vous recevrez un reçu pour déduction fiscale. Vous pourrez déduire de vos impôts 66% de votre cotisation et/ou de votre don

PRÉLÈVEMENT

Si vous optez pour le prélèvement automatique, veuillez compléter l'autorisation de prélèvement SEPA ci-joint accompagnée de votre IBAN et le retourner au MRAP :

MRAP - 43 boulevard de Magenta - 75010 Paris

Je m'abonne à Différences, la revue du MRAP

☐ 24 euros

VIE DU MOUVEMENT

☐ Je souhaite participer à l'activité de mon comité local

Je souhaite recevoir les informations par mail et être inscrit(e) sur la liste de la thématique suivante :

☐ Racisme, Discriminations, Xénophobie ☐ International
☐ Education ☐ Migrations
☐ Extrême droite ☐ Roms, Tsiganes et Gens du voyage